

***L'archéologie pour la ville
6^e rencontres nationales de l'Anact
Lyon, Musée des Beaux-arts***

Les 09 et 10 octobre 2013

Résumés des communications

DE L'USAGE CONTEMPORAIN DE L'ARCHEOLOGIE URBAINE

La pratique de l'archéologie urbaine, à la différence d'autres disciplines, comprend une phase expérimentale réalisée dans le cadre de vie quotidien avec un impact non négligeable sur les modes de gestion du milieu urbanisé. Les archéologues s'invitent désormais à la table des acteurs habituels de la ville et de ses transformations.

Les tensions accrues ces dernières années ressortent assurément du contexte économique difficile. Mais la multiplication des réticences et la récurrence de discours identifiant l'archéologie comme en contradiction avec le « développement économique », le « futur », pourraient provenir d'un malentendu en germe depuis l'essor conjoint de l'archéologie préventive et de l'archéologie des villes. Ces nouvelles pratiques de l'archéologie en ont profondément changé le rapport au corps social.

La question des aménageurs, et souvent des élus : à quoi sert l'archéologie urbaine ? Traduite dans un contexte économique incertain : à quoi sert de tant investir pour l'archéologie préventive en ville ? De fait l'archéologie n'est pas seule dans le collimateur. En ces périodes d'évaluation à tout crin et de transparence, les élus sont de plus en plus fréquemment interpellés sur les moyens mobilisés pour des activités « non essentielles » (d'un point de vue strictement réducteur de l'économie).

L'apport de l'activité archéologique au sein des villes est habituellement perçue au plan patrimonial, voire culturel. Et c'est la réponse la plus lisible qu'apportent généralement les archéologues quant à la « rentabilité sociale » de leur activité.

Est-ce suffisant ? Définir l'utilité première d'une archéologie de la ville ne nécessite-t-il pas de prendre pied où se joue et se renouvelle (se tarit ?) l'idée sociale de l'urbain ?

Jacques Troadec, Bourges plus

TEMPS DE LA VILLE, TEMPS DE L'ARCHEOLOGIE : FIL ROUGE OU ILLUSION ?

L'évolution de la ville, quelles que soient les conditions de son apparition, s'inscrit rarement dans un déroulement linéaire du temps. Continuités et ruptures sont comme autant de respirations profondes interrompues par des changements de rythmes brutaux -du moins ce sont ceux-là que nous percevons- De ces mouvements de flux et de reflux, d'évolutions lentes ou saccadées, l'analyse archéologique nous offre une image inévitablement partielle, parfois trompeuse de bien des manières. Parce que, confronté à un temps qui ne s'est pas écoulé au même rythme d'un quartier à l'autre d'une ville dans des temps calendaires pourtant identiques, l'archéologue souffre d'un handicap supplémentaire et décisif: le fil rouge qu'il croit saisir est sans cesse rompu, et le renouer est un exercice aléatoire, s'il est passionnant. Le matériau de l'archéologie, et particulièrement de l'archéologie dans la ville, s'offre, en matière spatiale, comme un patchwork non répétitif. Il en va nécessairement de même s'agissant des temps tels que la ville les a vécus, tels aussi que nous archéologues les abordons, en fonction de nos théories ou de notre absence, sincère croyons-nous, de présupposés théoriques.

Toutes ces difficultés pourraient nous faire baisser les bras, d'autant plus qu'elles viennent d'être évoquées de manière simplificatrice et sont en fait plus complexes. Il n'en est rien pourtant. Nous avons si peu de fils pour nous guider dans le labyrinthe du passé de nos villes que nous ne pouvons guère nous priver d'un seul, à condition d'en mesurer la fragilité et d'être capables, par erreurs et essais, d'aboutir ainsi à un fil ou à une pelote de fils assortis- qui nous paraissent raisonnablement solides.

Sur cet état des lieux et des temps- que nous pouvons ou non matérialiser à travers des vestiges, jalons, points forts conservés dans la ville d'aujourd'hui, devons-nous nous appuyer pour tirer les fils de demain ? Donnerons-nous ainsi à cette ville de demain une trame enrichie de son propre passé, ou risquons-nous d'y intégrer des points d'usure et de faiblesse ? Les enjeux sont importants, car il n'y va pas seulement de la conservation respectueuse d'un morceau symbolique d'un moment du passé de la ville, mais comme on le montrera, de procéder à des choix architecturaux et urbanistiques pour demain. Raison de plus pour apporter, sans illusion mais avec la rigueur la plus tenace, toute notre volonté à dérouler, renouer, reprendre le fil rouge que l'archéologie de la ville nous apporte, tout effiloché qu'il soit et si malhabiles que nous en soyons les tisserands.

Y. De Kisch, Ancien inspecteur du patrimoine, Archéologie

LES MARGES DES VILLES MEDIEVALES ET DU DEBUT DE L'EPOQUE MODERNE. OUTILS D'ANALYSE ET CONCEPTS.

Que cela soit hier ou aujourd'hui, les abords immédiats de la ville restent bien souvent considérés comme une nébuleuse floue, mal délimitée et mal définie. Le grand nombre de termes qui s'y rapportent (suburbain, banlieue, faubourgs, périurbain, rurbain...) montrent bien la difficulté à déterminer un concept sur cet espace. En quoi l'étude des abords des villes de l'époque médiévale et moderne peut-elle alors aider à appréhender ce problème qui intéresse des chercheurs de nombreuses disciplines (historiens et archéologues, mais aussi urbanistes, géographes et sociologues) ? Il s'agit de replacer la ville actuelle dans une dynamique d'évolution. La ville actuelle (et donc ses abords) est l'héritière, dans ses formes, de la ville (et de ses abords) médiévaux, la compréhension du passé aidant à la compréhension de l'état actuel. Il ne s'agit pas uniquement de réaliser un inventaire des structures passées mais d'en dégager une organisation et un processus d'évolution où la ville actuelle trouve sa place.

Sans vouloir forcément résoudre ce problème, cette intervention a pour but de proposer des pistes de recherche et de présenter les abords de l'époque médiévale comme un champ d'expérience d'outils qui pourraient être appliqués à l'époque actuelle.

Catherine Xandry,

Doctorante à l'université de Strasbourg en histoire et archéologie médiévale

L'ARCHEOGEOGRAPHIE AU SERVICE D'UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL : L'EXEMPLE DU PLATEAU DE LA CROIX-ROUSSE SUR LES COMMUNES DE LYON ET DE CALUIRE-ET-CUIRE (69).

Discipline des territoires hérités et vécus, l'archéogéographie s'intéresse à l'identification des éléments qui dynamisent et structurent l'espace sur la longue durée. La partie nord de Lyon, en particulier le quartier du plateau de la Croix-Rousse, a bénéficié d'une expertise archéogéographique, afin d'éclairer les caractéristiques et la profondeur historique d'un quartier peu, sinon mal, connu et de le remettre en perspective dans la problématique plus globale de la fabrique urbaine de Lyon.

Considérant les spécificités à la fois naturelles et sociales des lieux, le périmètre d'étude s'est naturellement étendu au delà des 1^{er} et 4^e arrondissements lyonnais (qui forment traditionnellement la Croix-Rousse), pour englober une partie du territoire de la commune voisine de Caluire-et-Cuire et ainsi constituer un espace cohérent. Avec pour fil conducteur l'organisation de l'espace à travers le temps, l'analyse a porté sur la morphologie du paysage, en s'attachant à la compréhension de la distribution des pôles d'habitats anciens en interaction avec les différents réseaux.

Un examen du réseau viaire à grande échelle a notamment permis de dégager les formes et les logiques qui président à l'identité de ce territoire.

En s'appuyant sur le principe de la résilience des formes dans le temps, le premier apport de ce travail a été d'éclairer l'histoire de l'occupation de ce territoire péri-urbain et de le réhabiliter comme un lieu traversé, habité, vécu et transmis depuis au moins le Moyen Age et sans doute depuis l'Antiquité. Cette lecture propose de reconsidérer ce quartier, trop souvent oublié, au sein des problématiques archéologiques concernant l'occupation de Lyon. Elle apporte également une première expertise en matière d'évaluation du potentiel archéologique et réinterroge les périmètres de zones de protection annexés aux PLU.

Le second apport a été l'identification des formes et des réseaux hérités et résilients, qui forgent les dynamiques et l'identité territoriale de la Croix-Rousse sur le temps long. L'observation de l'évolution des formes anciennes sur les deux derniers siècles, permet en effet de comprendre la façon dont celles-ci se transmettent et se transforment tout en servant de support à l'aménagement du sol passé et actuel. Ainsi, la perception de ces nouveaux objets patrimoniaux, aux formes hybrides et souvent inattendues, ouvre de nouvelles perspectives dans la compréhension et la mise en valeur des territoires à l'histoire longue, actuelle et à venir.

Une fois encore, cette étude montre que Les possibilités offertes par l'archéogéographie sont nombreuses lorsqu'elle est transférée dans les domaines de l'expertise et de l'aménagement du territoire. Elle permet de réinscrire la ville et ses quartiers dans les réseaux géographiques et sociaux qui lui donnent du sens et aide les acteurs de l'aménagement à prendre conscience des impacts des choix du passé – autrement dit, à identifier et à prendre en compte les potentiels des héritages en termes d'atouts et/ou de risques. En cela, la discipline archéogéographique s'inscrit légitimement depuis quelques années au sein des politiques publiques d'aménagement du territoire orientées vers la durabilité, le dialogue et l'engagement citoyen.

***Mélanie Foucault – Archéogéographe.
Service archéologique de la Ville de Lyon,***

COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE LA STRUCTURATION DE L'ESPACE URBAIN ANCIEN POUR MIEUX ENVISAGER CELLES DE LA VILLE DE DEMAIN.

L'archéologie urbaine est un laboratoire de l'interdisciplinarité. En effet, seule la mise en place de cette démarche permet d'appréhender les phénomènes particulièrement complexes qui sont à l'oeuvre pour la construction de l'espace urbain. Ainsi, lorsque archéologues, archéogéographes, archéologues environnementalistes et historiens conjuguent leurs approches, les interactions qui président à la structuration matérielle de l'espace peuvent alors être étudiées et de grandes dynamiques être révélées.

Certaines de ces dynamiques sont toujours actives dans nos villes actuelles. Dans cette communication, j'étudierai deux d'entre elles, le rôle des morphogènes spatiaux et le rôle des occupants d'un lieu dans son organisation, et je montrerai de quelle façon l'archéologie apporte des éléments de réflexion pour les politiques d'aménagement de la ville. Les morphogènes spatiaux sont les éléments pérennes d'un paysage susceptibles de provoquer l'orientation de nouvelles formes plus ou moins longtemps après leur implantation. Les études d'archéogéographie et d'archéologie urbaine montrent que certains éléments organisent et dynamisent ainsi l'espace urbain sur le long terme. La destruction ou l'abandon d'un morphogène est suivie de modifications dans l'organisation d'un territoire, et ses dynamiques sont alors parfois entravées. Les travaux de Sandrine Robert à Pontoise montrent ainsi par exemple que la construction à la fin des années 1970 de l'autoroute A15 réoriente le sens de circulation ancien en privilégiant les circulations nord-ouest/sud-est au détriment des circulations de Cergy vers Pontoise qu'elle rompt. La ville historique se coupe alors du plateau Saint-Martin avec lequel elle entretenait de nombreuses relations très structurantes pour l'espace. Certains aménagements peuvent donc parfois casser des dynamiques préexistantes et embarrasser le fonctionnement d'un territoire. L'archéologie permet également d'observer le rôle joué par les occupants d'un lieu dans son organisation, et constate alors les différences qui peuvent exister entre d'une part les réglementations urbaines produites par les autorités (examen des sources historiques) et d'autre part la réalité du terrain. Si les géographes ont perçu ce phénomène à de nombreuses reprises ce sont les fouilles menées par les archéologues qui sont en mesure de documenter sur le long terme les accommodations successives des habitants dans leur espace de vie. L'archéologie est alors en mesure de rendre compte de l'importance des actions individuelles du point de vue de la structuration urbaine et du caractère « impensé » de certaines pratiques.

Léa Hermenault
Doctorante à l'université de Paris 1

ARCHEOLOGIE DES PETITES ET MOYENNES VILLES MEDIEVALES EN ALSACE

L'Alsace médiévale comptait environ 70 villes. Bien que de façon moins dense que son actuelle capitale, Strasbourg, l'archéologie y est à pied d'oeuvre depuis longtemps pour apporter son lot d'informations sur leur histoire.

Avec l'essor de l'archéologie préventive, comme ailleurs, les interventions s'y sont multipliées mais sans que se soit dégagée une réflexion spécifique du même ordre que celle qui avait été à l'origine du développement de l'archéologie urbaine pour les grandes villes. Ainsi, pour paraphraser les attendus du colloque de Tours en 1980, on y pratique une archéologie dans la ville et non de la ville.

Dans cette contribution, nous nous efforcerons donc de poser les prémises d'une telle réflexion.

Une première partie portera sur la définition de ces agglomérations en tant que villes. Si Colmar ou Sélestat avec leurs 8 à 10000 habitants ne posent guère de problèmes, d'autres comme Rosheim ou Soultzbach, avec leurs 100 à 200 bourgeois ne sont guère plus grandes que les villages alentours. Et pourtant, tant au Moyen Âge qu'aujourd'hui, personne ne leur conteste ce statut urbain. Nous présenterons donc un certain nombre de critères théoriques pour éclairer cet état, dont l'enceinte n'est de loin pas le seul.

Une seconde partie dressera un rapide bilan des opérations et découvertes pour dégager les grandes tendances de ces recherches. Nous y aborderons également les questions de méthodes, en particulier celles des diagnostics, qui ne paraissent pas toujours adaptées à la situation. Nous terminerons par une analyse du dépôt stratigraphique, pour situer archéologiquement ces bourgs entre villages et grandes villes.

Une troisième partie résumera un travail de thèse en cours sur les fortifications de ces villes, qui servira d'étude de cas synthétisant les deux premières parties. La documentation réunie est à la fois archéologique mais aussi archivistique, avec des données fondamentales provenant des archives du ministère de la guerre au XVIIIe siècle. En termes de méthode, ces sources sont de première main pour les fortifications médiévales. Elles mettent également en évidence des aménagements aussi complexes que ceux de nos "grandes" villes dont, malheureusement, les prescriptions archéologiques actuelles ne tiennent pas facilement compte.

Jean-Jacques Schwien

MC, Université de Strasbourg - UMR 7044

Adrien Vuillemin

Doctorant, Université de Strasbourg - EA 3400

« ARCHITECTURES STRATIFIÉES ET COMPOSITIONS INTELLIGENTES. LA MÉMOIRE VIVE : L'ENJEU MAJEUR D'UN PROJET URBAIN DE REHABILITATION. CAS DE LA VIEILLE VILLE DE CONSTANTINE ».

Constantine ville du savoir et du savoir-faire, une cité multi millénaire, un lieu où les civilisations qui se sont succédées ont toujours su mettre à pied d'œuvre le génie de leurs bâtisseurs, pour reconstruire leur ville sur et à partir des traces de leurs prédécesseurs. Une sorte de rituel ancestral qui s'est pratiqué depuis des siècles, dans le respect du génie du lieu : le Genius Loci. Au final, la ville est un véritable palimpseste, où tout se lit en filigrane.

Ce que nous pouvons constater, c'est que cette vieille ville a toujours survécu aux vicissitudes du temps, aux périples civilisationnels, et aux ingratitude de l'humain, et s'est toujours régénérée d'elle-même sans être réglementée, rajoutant ainsi quelques phrases dans sa longue histoire urbaine. Mais vers ces dernières décennies et avec l'émergence du phénomène de patrimonialisation, la vieille ville a contradictoirement connu des dégradations qui se sont accentuées sans que rien ne puisse les arrêter. En cette période la vieille ville a suscité une attention particulière de la part des autorités, et fût l'objet d'une succession de politiques urbaines souvent contradictoires (le génie du moment) (Kherouatou, 2009), qui reflètent l'expression d'une quête/reconquête d'une identité perdue.

Face à cette réalité, et dans une logique de continuité historique ; une stratégie de projet urbain qui peut gérer ces situations nouvelles et complexes de « faire la ville sur/et depuis la ville », nous semble appropriée. Cependant :

Sur quelle ressource spécifique fonder la valeur future des lieux ?

Toute intervention urbaine (activité projectuelle) est faite par l'humain et lui est destinée. L'humain en tant que prescripteur qui écrit sur le calque dur de la ville (décideurs, élus, techniciens du terrain : architectes, urbanistes, ...), et en tant que lecteur qui interprète, passivement ou activement les signes urbains écrits et imprimés par les prescripteurs sur le même calque dur. Si on considère que les représentativités de la mémoire pourraient être autres que les écrits des historiens, pour inclure ceux que les anciens prescripteurs ont gravé sur le calque de la ville, ceci nous donnerait une autre définition de la mémoire qui n'est plus morte ou figée, mais évolutive, qui tout en restant le témoin du passé participe dans l'écriture du présent, c'est une mémoire vive .

A Constantine, l'humain ne s'est jamais empêché de marquer son empreinte sur ce calque dur, en usant et en réutilisant les traces de ses prédécesseurs. C'est cette image qu'offre le Rocher de Constantine, un palimpseste qui laisse apparaître en filigrane les substrats de tous les occupants depuis la période pré-antique, c'est cette mémoire vive qu'il faut sauvegarder, qui à chaque fois réactualisée et réutilisée, forme l'expression du Genius Loci (Schulz, 1981).

En considérant que l'échelle de tout projet urbain est intergénérationnelle, c'est-à-dire un projet de ville qui va vers « l'infini », où chaque génération apporte son empreinte et que sa réussite doit passer par une connaissance méticuleuse du contexte, c'est-à-dire son substrat profond, alors :

Es ce que la mémoire vive peut être l'enjeu majeur d'une stratégie de projet urbain de sauvegarde de la vieille ville de Constantine ? Si oui :

Comment faire de la mémoire vive l'enjeu majeur de cette stratégie ?

Nous partons de l'hypothèse que : l'introduction (et l'instrumentalisation) de la mémoire vive comme enjeu majeur dans une stratégie de projet urbain permettrait de confirmer l'identité singulière de la vieille ville et contribuerait à en faire un atout indéniable pour sa promotion.

En effet une ville telle que Constantine triple millénaire, reste un véritable contexte formé de substrats, témoignant des différentes civilisations qui ont occupés son sol, chacune d'elles a plus ou moins respectée « les topies fondamentales » (Lefebvre, 1970) instituées par les précédentes (physique, tracés, mythe, genius loci). Cette complexité est à la base de sa singularité, et suggère les orientations à suivre en matière d'interventions urbanistiques et architecturales.

Mots clés : mémoire vive, projet urbain, vieille ville, architectures stratifiées, réemploi, reconversion, archéologie urbaine, archéologie du bâti, histoire urbaine, conservation.

Mouhieddine Kherouatou

*Enseignant chercheur, Département d'architecture, Faculté d'architecture et d'urbanisme,
Université de Constantine 3*

APPORT DE LA CONNAISSANCE DE LA DYNAMIQUE DES FORMES URBAINES À L'AMÉNAGEMENT DU CENTRE ANCIEN DE LA VILLE DE BORDEAUX ; L'EXEMPLE DU PROJET [RE] CENTRES

Inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre de la qualité de son architecture et de ses trames urbaines, Bordeaux, port de la Lune n'en demeure pas moins un ensemble urbain vivant, objet de nombreux projets d'aménagement. L'ambition de la Direction Générale de l'Aménagement de la ville de Bordeaux est donc, dans le processus actuel de fabrique urbaine, d'articuler, d'hybrider, de la façon la plus pertinente possible, les héritages du passé et les projets futurs. Mais plus que les traces et les vestiges archéologiques, ce sont la mémoire et les héritages planimétriques qui sont questionnés dans ce qu'ils portent de sens et de potentialités pour les projets contemporains (atouts, potentiels, contraintes, risques). Plus qu'à une archéologie dans la ville, c'est à une archéogéographie des formes de l'espace urbain et de ses résiliences historiques que les spécialistes du passé sont donc conviés, à Bordeaux, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement.

La communication présentée ici illustre l'apport de la connaissance de la dynamique des formes urbaines à la réflexion des architectes et urbanistes. L'exemple développé est celui d'un projet urbain global de renouvellement de centre ancien nommé Bordeaux [Re] Centres, déclinaison bordelaise du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD). Fondé sur une approche anthropologique de l'espace et sur la traduction cartographique des perceptions et représentations d'un panel d'habitants interrogé sur la notion d'héritage (« qu'hérite-t-on d'une ville ? »), ce projet urbain réinterroge les espaces urbains et ensembles bâtis qui font patrimoine, mais aussi les formes et les fonctions du tissu urbain actuel. L'objectif étant d'identifier les interventions nécessaires pour améliorer la vie urbaine dans le centre ancien. Mais si l'historicité des lieux s'est imposée comme une dimension constitutive majeure et fortement prégnante de l'image et de l'identité du centre ville (quatre des six cartes habitantes font apparaître le périmètre de l'enceinte médiévale), les cartes produites par les anthropologues ont aussi révélé dans, et au-delà du périmètre de la ville historique, des frontières, des espaces vides, froids ou incertains qui ne peuvent pas être uniquement interprétés comme l'envers de la ville historique. Expliqués d'abord comme le produit de changements d'appropriation de l'espace urbain actuel, ces « interstices » se sont révélés être, au terme de l'étude archéogéographique conduite sur le périmètre du projet urbain, la conséquence d'une bifurcation majeure de l'histoire de la fabrique urbaine intervenue au début du XVe siècle dans ce secteur des faubourgs sud de la ville. Ces conclusions contribuent à l'élaboration d'un état des lieux qui inscrit l'actualité du projet urbain à l'œuvre dans une forme de continuité historique.

Ne serait-ce pas là une manière de reconnaître Bordeaux comme « paysage urbain historique » ?

***MONIOT (A.-L.), Architecte, chef de la Mission du Recensement du Paysage Architectural et Urbain,
Direction Générale de l'Aménagement de la Ville de Bordeaux ;
GUY (P.), Ingénieur, Chef de projet Bordeaux [Re] Centres ;
LAVIGNE (C.), Docteur en histoire, consultant en archéogéographie.***

« L'ATLAS TOPOGRAPHIQUE DE LYON ANTIQUE, OUTIL DE RECHERCHE ET DE CONNAISSANCE »

L'Atlas topographique de Lyon antique, lancé en 2001 dans le cadre d'un programme collectif de recherche (PCR), est réalisé par une équipe multi-institutionnelle regroupant une trentaine de chercheurs. Il adopte les normes et la méthodologie initiées par le PCR inter-régional « Atlas topographiques des villes de Gaule méridionale ».

Il a été conçu à l'origine comme un atlas urbain concernant toutes les périodes historiques de la ville avec pour ambition d'être un outil d'aide à la prescription archéologique et à la gestion des archives de fouilles. Son découpage général comprend plus de 200 feuilles d'atlas au 1/1000.

Pour des raisons d'avancement progressif, il a été divisé en plusieurs volumes répartis par périodes et confiés à différents chercheurs :

Le découpage de l'atlas de Lyon antique, coordonné par Michel Lenoble, comprend 70 feuilles au 1/1000 qui présentent la cartographie de l'agglomération de Lugdunum (env. 330 ha) et de son proche suburbium. Chaque feuille circonscrit une aire de 390 m en axe nord sud par 270 m en axe est ouest. La période qui a été retenue pour la représentation cartographique de l'atlas couvre la seconde moitié du I^{er} s. et le second siècle ap. J.-C., période qui correspond à une phase majeure d'expansion topographique et d'équipement publics de Lugdunum : théâtre, odéon, cirque, sanctuaires, thermes...

Chaque feuille présente, sur fond cadastral actuel, les notices et la cartographie des vestiges découverts dans son emprise. Les feuilles sont abondamment illustrées de plans, photos, restitutions et sont suivies de l'interprétation critique des résultats et d'une synthèse par quartiers. L'ensemble des notices est accompagné de synthèses générales sur l'histoire et la topographie de la ville.

La méthode mise en œuvre pour réaliser les atlas prévoit pour chaque ensemble de vestiges une présentation thématique chronologique par thèmes : voirie, hydraulique, urbanisme, monuments, habitats, artisanat, funéraire ... déclinés selon les interprétations faites par les auteurs des fouilles. Ces interprétations sont ensuite discutées collégalement lors de séances de travail et réinterprétées selon les connaissances et les problématiques actuelles.

On comprend tous les enjeux d'une tel programme fédérateur des différents acteurs travaillant sur le territoire de la ville : outil de gestion et d'exploitation des archives de fouille, outil de recherche et de connaissance, outil d'aide aux prescriptions d'archéologie préventive...

M. Lenoble, L. Françoise dit Miret, Ministère de la Culture, SRA

L'ARCHEOLOGIE LYONNAISE, L'AMENAGEMENT URBAIN ET LA RECONVERSION MONUMENTALE: CONSTRUIRE LE DIALOGUE".

L'objectif sera, à partir d'exemples d'échelles diverses (de la restauration d'un petit immeuble d'habitation privé du Vieux-Lyon à celle de l'ensemble monumental de l'Hôtel-Dieu, en passant par l'aménagement d'espaces publics), d'interroger les relations développées entre les divers acteurs, publics et privés, de la ville. A Lyon, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO grâce au renouvellement continu, dans le respect des héritages du passé, de l'occupation humaine sur un site géographique exceptionnel, la place et le rôle de l'archéologie dans la politique de protection patrimoniale restent à conforter. Comment organiser et systématiser son intégration en amont dès l'élaboration des projets, dans la gestion et la valorisation du patrimoine, comment développer son rôle dans la conception et la fabrication d'un site historique "vivant", c'est à ces questions que la présente communication s'efforcera de répondre.

Anne Pariente, Ville de Lyon

"MONTBRISON - LOIRE : ARCHEOLOGIE ET URBANISATION DURABLE.

Depuis plusieurs années, la ville de Montbrison s'est engagée dans une importante rénovation urbaine, matérialisée par des projets d'aménagement paysager, de service public et de logement. Fortement concernée par les problématiques de développement durable, la municipalité, en concertation avec ses maîtres d'œuvre et le Service régional de l'archéologie, s'est également attachée à intégrer la réflexion archéologique à sa démarche :

- en amont, dans le cadre des études préalables sur les sites du Calvaire et des usines Gégé,
- et tout au long de la mise en œuvre, en intégrant à la conception de la future Médiathèque les données acquises lors des fouilles préventives réalisées sur le site de l'ancien Couvent des Cordeliers.

Cette communication présentera les attentes et les bénéfices de cette approche pour tous les acteurs impliqués : élus, architectes et archéologues."

Jean-Marc Dufix, chargé de projets à la Ville de Montbrison ;

Richard Goulois, architecte du Patrimoine ;

Emmanuelle Boissard, archéologue Responsable de projet, Archeodunum ;

David Jouneau, archéologue Responsable d'opération, Archeodunum.

L'ARCHEOLOGIE A NANTES : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Comme dans la plupart des villes, c'est aux XVIII – XIXe s., l'esprit des Lumières qui va inciter quelques nantais, érudits et curieux, souvent membres de sociétés savantes, à regarder avec un peu plus d'attention le sous-sol de leur ville et à s'interroger sur la genèse et le développement de la cité. Opportunistes, comme nous le sommes aujourd'hui, ils vont profiter des grands travaux d'aménagement qui bouleversent et transforment la ville pour tenter d'en lire quelques pages d'histoire. Depuis, entre les séquelles indélébiles laissées par les bombardements de la Seconde Guerre et les effets ravageurs de la désindustrialisation du site portuaire à partir des années 80, l'archéologie n'est pas vraiment parvenue à trouver sa place à Nantes. C'est d'ailleurs aujourd'hui une des villes les moins bien documentées de l'Ouest sur le plan archéologique.

Il y a quatre ans la Ville décide de se doter d'un service archéologique, inscrit au sein d'une structure plus globale dédiée à la connaissance, à la protection et à la mise en valeur des différents patrimoines qui composent les identités de la cité. Cette direction du patrimoine et de l'archéologie, qui regroupe, architectes, spécialiste du patrimoine industriel et maritime, archivistes, médiateurs, et bien entendu des archéologues, apporte désormais son expertise scientifique aux différents acteurs de l'aménagement urbain. Mais au-delà de cette mission, elle entend aussi contribuer, par la diffusion des nouveaux savoirs, souvent inédits et issus de l'acte archéologique, à alimenter la discussion et le débat public sur la conception et la réalisation du projet urbain lui-même. Au final, l'enjeu se résume, par l'apport d'une réflexion étayée par des données géographiques, historiques et patrimoniales, à donner du sens à un projet urbain qui se veut désormais documenté et concerté.

Un tel objectif justifie de définir au préalable une stratégie de recherche, en collaboration étroite avec l'Etat, notamment appliquée au cadre préventif, mais aussi de s'entourer de partenaires, institutionnels ou autres, et de mettre en place des procédures nouvelles, avec les services d'urbanisme, du Droit des sols, de la Drac. Ceci afin que l'acquisition de connaissances ne soit plus perçue comme un frein à l'aménagement, mais bien comme une plus-value potentielle au projet, et qu'elle soit anticipée et intégrée à la procédure d'urbanisme. On n'oubliera pas enfin, ce qui constitue l'essence même de notre activité, la diffusion. Celle auprès du public, ou plutôt des publics, tant sa diversité est aujourd'hui étendue entre petite enfance, chercheurs ou encore habitant des quartiers, le rôle de la médiation est ici essentielle.

C'est là le projet nantais tel qu'initié depuis 2009, installer le principe d'une quête permanente de la connaissance, redonner au patrimoine sa plus juste place dans la ville, dans la perspective d'un compromis raisonné entre chercheurs et aménageurs et au bénéfice de tous.

Frédéric MERCIER
Chargé de Mission Archéologie
Direction du Patrimoine et de l'Archéologie
Ville de Nantes

ARCHEOLOGUES ET ARCHITECTES AU SERVICE DE LA VILLE DE DEMAIN.

Longtemps, l'archéologie a été perçue comme une contrainte onéreuse et chronophage par les équipes de maîtrise d'œuvre et les aménageurs en charge des projets d'aménagements des centres anciens. Avec la réglementation sur l'archéologie préventive, les relations interprofessionnelles se sont plutôt normalisées. Sur la plupart des projets, l'archéologue intervient désormais au même titre que le bureau d'étude technique ou le charpentier, dans leurs domaines de compétence respectifs. L'apport de l'archéologie pour la connaissance de l'espace urbain est quelques fois utilisé pour l'émergence de projets architecturaux contemporains nécessitant une intégration réussie dans des quartiers anciens (respect du parcellaire, des volumes ou de l'ordonnance des façades). En revanche, l'archéologie devient essentielle lorsque des opérations de réhabilitation des centres anciens sont envisagées par les pouvoirs publics (PNRQAD, PRI, etc.) en particulier dans les villes protégées par des Secteurs Sauvegardés (PSMV) ou des Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Les études conduites en amont des permis de construire permettent de donner toutes les informations nécessaires aux architectes pour entreprendre des projets de réhabilitations exemplaires. Ces recherches sont grandement facilitées lorsque les archéologues ont été en amont, impliqués dans l'élaboration des PSMV ou AVAP qui peuvent se révéler être de véritables « cartes archéologiques ».

Ce mode opératoire idyllique, que certaines expériences locales ont tenté de formaliser, se heurte à de nombreux obstacles. Ceux-ci peuvent-être d'ordre réglementaire à l'exemple de l'inadaptation certaine de la loi sur l'archéologie préventive appliquée au bâti ancien ou l'absence de texte imposant les volets archéologiques dans les documents d'urbanisme sur les centres historiques. Les obstacles peuvent être d'ordre sociologique comme l'indifférence de certains architectes ou archéologues au devenir de ces espaces bâtis anciens qui pourtant offrent un champ de recherches et d'expérimentations exceptionnels pour nos professions.

Conscients que la ville de demain ne peut se projeter que dans le respect de la ville d'hier, nous ferons part de nos réflexions conjointes sur ces enjeux, issues de notre expérience dans le Vaucluse.

François Guyonnet

Archéologue

Directeur du Patrimoine de L'Isle-sur-la-Sorgue

Renaud Ducastelle

Architecte des Bâtiments de France

Chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Vaucluse

DES OUTILS ET DES METHODES POUR CONCILIER L'ARCHEOLOGIE ET L'AMENAGEMENT D'UNE VILLE.

Réfléchir sur la place de l'archéologie pour la ville soulève un certain nombre de questions dont parmi celles-ci : quelle est la place de l'archéologie dans les politiques de développement durable mises en place par les villes, comment concilier l'archéologie préventive et les projets d'aménagement de la ville?

En effet, les archives du sol et bâties sont définies comme étant une ressource non-renouvelable à préserver et, selon les points de vue, constituent un potentiel ou un risque à prendre en compte lors d'un projet d'aménagement. Dans tous les cas, il est nécessaire de pouvoir estimer et caractériser aussi précisément que possible le volume du sol urbain impacté lors d'un aménagement afin de prévoir au mieux l'investissement en temps et en argent sur les interventions archéologiques...et le retour sur cet investissement. Comment alors transformer l' « aléa archéologique » en valeur ajoutée pour une ville ?

Depuis les années 1980, des réflexions ont été menées sur les pratiques de l'archéologie urbaine et des solutions et des stratégies de recherche ont été proposées afin de concilier recherche archéologique et aménagement urbain. Pourtant, le résultat aujourd'hui est mitigé. On peut, par exemple, se demander quel est l'intérêt et l'impact d'un sondage mécanique sur une petite surface ? Malgré la masse d'information archéologique acquise lors des opérations, les équipes archéologiques ont peu de moyens pour les exploiter à l'échelle de la ville et pour proposer et/ou actualiser des cartes du potentiel archéologique, des outils d'aide à la décision pourtant précieux, utilisables autant par les aménageurs, les élus, les prescripteurs et les chercheurs. Quelques cas d'expériences positives menées à Tours, Lyon, Bordeaux, Bourges seront abordés ici.

Amélie Laurent-Dehecq
Archéologue, service archéologique du département du Loiret

LA SAU (SYNTHESE ARCHEOLOGIQUE URBAINE), UN TRAVAIL DE RECHERCHE AU SERVICE DES ARCHEOLOGUES DE LA VILLE

La SAU (synthèse archéologique urbaine), un travail de recherche au service des archéologues de la ville

Le service archéologique de Noyon propose une communication à deux voix. En effet Julie Gravier a choisi, pour traiter le mémoire de son master I et II sur Noyon, de reprendre les objectifs des anciens DEPAVF du CNAU en utilisant les outils informatiques actuels. Dans un deuxième temps je tenterai de montrer l'intérêt de son étude pour le travail du service au quotidien et à plus long terme afin de montrer que la finalité de l'archéologie dans la ville peut et doit être bénéfique pour la ville. Conserver les vestiges est certes une fin en soi mais cela ne suffit pas pour justifier notre discipline qui doit contribuer à l'élaboration d'un savoir et participer à l'appropriation de la ville par ses habitants.

Le mémoire de Julie reprend clairement les propositions de H. Galinié : les DEPAVF (appelée désormais Synthèse Archéologique Urbaine) sont des outils de base robustes pour comprendre la ville, permettant dans un second temps des approfondissements.

Les "traces" archéologiques sont ainsi appréhendées par l'entité urbaine, comme objet de topographie historique systémique défini par une fonction, une localisation ou une emprise quand elle est connue et une datation.

☒ Ces traces, étudiées par la documentation archéologique, textuelle et iconographique depuis les débuts de l'occupation du site urbain jusqu'à nos jours permettent :

- de comprendre la ville (les évolutions spatiales et fonctionnelles au cours du temps long), comme objet d'étude monographique;
- d'être un outil d'aide à la décision pour la préservation des vestiges face à un aménagement urbain (pour le service municipal);

☒ Cet outil pourrait permettre d'aller plus loin :

- permettre des comparaisons interurbaines (qu'est-ce que le phénomène urbain "global"?);
- concevoir l'appropriation de la ville par les sociétés passées et actuelles
- aider à la création de projets d'urbanisme.

Le service archéologique peut donc se baser sur ce travail dans ses missions quotidiennes.

☒ Le recensement de toutes les entités urbaines et la bibliographie qui y est liée permet de commencer à comprendre la ville dans son développement passé et actuel (par exemple: la relation entre les habitants et la zone humide de la plaine alluviale entre le Xe s. et le XVIIe s.)

☒ Ce travail est un sérieux outil d'aide à la décision : grâce à l'évaluation du potentiel de certaines zones il est possible d'intégrer la gestion du « risque archéologique » dès les débuts des grands dossiers d'aménagement urbain. Les derniers dossiers ont montré la pertinence d'un tel outil (abords de la gare, restructuration de trois écoles).

☒ Cette source peut être une base pour élaborer des projets de mise en valeur aux côtés des opérations de terrain : expositions, journées portes ouvertes, conférences qui permettent de rendre compte aux Noyonnais de leur patrimoine afin qu'ils puissent par une meilleure compréhension de leur ville, changer de manière positive la vision qu'ils en ont et se l'approprier.

☒ Intégrer ces « traces » dans la ville d'aujourd'hui qui lui donne son identité et sa particularité par une présence visible ou suggérée de ses vestiges et de l'évolution des différents quartiers. Ce patrimoine unique peut alors devenir objet de fierté pour ses habitants et d'attraction pour les visiteurs.

Hélène Dulauroy-Lynch et Julie Gravier, Ville de Noyon

DE LA VILLE D'HIER A LA VILLE D'AUJOURD'HUI QUELQUES REFLEXIONS SUR LES ANCIENNES CAPITALES DE CITES DES ALPES *MARITIMAE*

L'actuel département des Alpes-de-Haute-Provence recoupe dans sa partie orientale une large partie de l'ancienne province romaine des Alpes Maritimae, dont les principales limites administratives ont subsisté jusqu'à la Révolution française, à travers les frontières de la province ecclésiastique d'Embrun. Ce territoire de montagne regroupe – dans une surface relativement restreinte formée de vallées étroites et encaissées – plusieurs anciennes capitales de cités romaines, dont la plupart furent transformées en sièges d'évêchés à la période paléochrétienne. Le passé de ces anciens centres administratifs et religieux est souvent en décalage avec la fonction et la topographie actuelle de ces agglomérations : dans certains cas l'ancienne capitale est devenu un simple village (Senez, Faucon-de-Barcelonnette) ; ailleurs le centre urbain s'est déplacé et la cité antique ou médiévale occupe désormais la périphérie de la ville actuelle (Digne, Entrevaux, Castellane) ; parfois, toute trace de l'agglomération a disparu et son souvenir ne subsiste que dans les textes (Thorame). De manière générale, les sources testimoniales, les découvertes archéologiques et le paysage monumental offrent alors une vision contrastée, voire contradictoire, entre la ville d'hier et celle d'aujourd'hui. Cette contradiction entre une réalité historique – parfois marquée par un héritage monumental jugé emblématique des fonctions urbaines (cathédrales, remparts, palais épiscopaux) – et l'organisation administrative et économique actuelle de ces territoires se ressent également dans les enjeux, pour des communes rurales, de gestion et de valorisation d'un ***patrimoine « urbain »***.

Mathias Dupuis, Cnseil général Alpes-de-Haute-Provence

L'ARCHEOLOGIE AU SERVICE D'UN PROJET DE TERRITOIRE

Bavay est une ville qui a complètement changé son rapport à son patrimoine archéologique au fil du temps. D'une « mine de trésors » au XIXème siècle, en passant par la « malédiction monumentale » au XXème siècle, le patrimoine antique de la Ville est aujourd'hui devenu un atout pour développer un projet de territoire dont Bavay est le cœur. Au regard de cet exemple de petite ville en milieu rural il s'agira de voir comment à différentes échelles l'archéologie peut être incluse au projet urbain : d'une simple mise en scène des vestiges dans la ville jusqu'à un réel projet de pôle de compétence archéologique au niveau départemental.

Véronique Beirnaert-Mary, Directrice / Christine Louvion, archéologue
Forum antique de Bavay / Service départemental d'archéologie du Département du Nord

RUINES EN VILLE, VILLE EN RUINES

Résumé (à figner) : La ville de Vaison-la-Romaine offre au regard et à la visite un des sites archéologiques français les plus étendus en surface : le parc archéologique s'insère dans la ville actuelle et offre à ce titre une remarquable illustration de la superposition des strates urbaines, permettant à tout un chacun d'imaginer le prolongement des vestiges sous les rues, places et immeubles environnants et offrant de fait un support didactique et pédagogique exemplaire. La pratique, la conservation, la nécessaire valorisation ou la perception au quotidien et par les vaisonais de ces lieux s'avère néanmoins problématique et pose de nombreuses questions quant au devenir de ces secteurs. Les vestiges s'érodent (c'est leur destin), l'offre touristique se périmé (l'afflux d'images rend tristes à mourir les ruines pierreuses), la relation de la ville actuelle au site s'apparente au néant, la pratique de ces espaces par les vaisonais n'existe plus, etc.

Néanmoins, une forte activité archéologique dans le centre ville de Vaison ces dernières années a fait renaître chez les vaisonais le goût de l'archéologie. Par ailleurs la transmission récente par l'Etat d'une partie du site à la Ville (la maison au Dauphin) et le projet de valorisation qui accompagne la mutation vont nécessiter dans les mois qui viennent l'élaboration d'un projet dont l'ABF, le Conservateur des MH et de l'Archéologie et le Service Départemental ont proposé qu'il serve de laboratoire pour une réflexion qui pourrait s'étendre à l'ensemble du site.

Enfin la découverte du Forum de la ville antique, la mise en place d'une fouille programmée liant la Ville, l'Etat et le Département et le projet de valorisation à terme du site pose une nouvelle fois les questions de la présence de vestiges enfouis, de leur impact sur l'aménagement et de l'attrait touristique qu'ils peuvent susciter dans une ville dont la renommée est justement bâtie sur le patrimoine archéologique.

Jean-Marc Mignon, Conseil général du Vaucluse

« S'APPROPRIER UNE VILLE ROMAINE : LE CAS DE JUBLAINS EN MAYENNE ».

Le site de Jublains, découvert au 18^e siècle, a été exploré dès le 19^e par des érudits. Les premières fouilles archéologiques (années 1970) ont été synonymes de crispations et de heurts parfois violents avec la population.

Aujourd'hui, Jublains est un site archéologique reconnu, dont l'intérêt est défendu par les habitants eux-mêmes. Un parcours archéologique mis en place sur des terrains non bâtis appartenant au Conseil général s'est accompagné dans les années 2000 d'une mise en valeur « de la romanité », souhaitée par la commune, dans l'ensemble du bourg.

Comment s'est produit ce changement radical des mentalités, comment l'archéologie est-elle devenue un atout pour une petite commune rurale, comment un élu a-t-il réussi à imposer des choix urbanistiques aussi forts ?

La communication se propose, à travers le regard croisé de l'élu et des professionnels du patrimoine, de décrypter le chemin parcouru et de comprendre comment la ville d'hier est inscrite dans la vie ET la ville d'aujourd'hui.

***Anne Bocquet et Agathe Legros, Conseil général de la Mayenne,
Monsieur le Maire de Jublains***

L'ARCHEOLOGIE COMME VECTEUR DE COHESION SOCIALE

En 1933, Edouard Herriot, maire de Lyon, décide d'employer des chômeurs pour le dégagement du théâtre antique de Fourvière. Les recherches archéologiques réalisées par l'Atelier de fouilles, devenu ensuite Service archéologique de la Ville de Lyon (SAVL), sont restituées aux Lyonnais. En 2004, après avoir positionné de manière singulière la culture dans les politiques de cohésion urbaine et sociale, se finalise à Lyon une première Charte de coopération culturelle. Il s'agit d'engager, dans le respect de leurs missions, le réseau des grands établissements culturels dans ce qu'on appelle alors le Contrat de ville. Ils développeront des services culturels « de droit commun » dans les territoires prioritaires.

Le service archéologique, signataire depuis l'origine et particulièrement actif depuis 2006 avec l'accroissement de l'activité opérationnelle et la création du poste d'archéologue-chargé de communication, a su s'inscrire naturellement et concrètement dans ce cadre de travail « pour la ville ».

Le 26 mars 2013, la 3e Charte est signée par 22 institutions culturelles lyonnaises, la Ville de Lyon, la Région Rhône-Alpes, la Préfecture, La DRAC et la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Cette 3ème Charte expose les responsabilités attendues vis-à-vis des opérateurs de la culture pour un développement harmonieux de la cité. Les actions de diffusion et de restitution de l'archéologie y contribuent de manière tout à fait significative et souvent au-delà de ce qui pouvait être attendu.

Les engagements principaux du SAVL :

- responsabilité éducative (champ de l'éducation populaire et de l'éducation nationale) à travers le partage des connaissances
- responsabilité sociale (prise en compte des diversités des publics) accompagnant des initiatives d'habitants et en favorisant la gouvernance (démocratie participative)
- responsabilité territoriale (mise en place d'une "archéologie de proximité" en particulier dans 7 des 14 territoires prioritaires) et contribution à la réflexion environnementale (grâce aux études paléo-environnementales)

Les actions sont co-construites avec les acteurs sociaux-culturels (réseau "éducation populaire"), les structures d'insertions socioprofessionnelles (maison de l'emploi et de la formation, régie de quartier, centres de formation), les personnel des établissements scolaires (directeurs, professeurs et ATSEM), des institutions culturelles (Musée d'art contemporain, Archives municipales, Musées des beaux-arts, Opéra, Musée Gadagne...), et évidemment les habitants.

Le Service archéologique, qu'il intervienne sur un secteur archéologiquement riche ou sur des territoires urbanisés très récemment, contribue à la diffusion des métiers de l'archéologie au sens large (du terrassier au médiateur) et à l'ouverture culturelle (aiguiser les regards et transversalité des champs de la Culture).

Marc Villarubias : responsable (Mission de Coopération Culturelle - Direction des Affaires Culturelles)

Laurent Strippoli : archéologue-chargé de communication, de développement culturel et pédagogique (Service archéologique de la Ville de Lyon - Direction de Affaires Culturelles)

SAINT-DENIS (93), UNE LECTURE ARCHEOLOGIQUE ENTRE VISIBLE ET INVISIBLE

La densité urbaine de Saint-Denis, la finesse de son maillage archéologique territorial et le nombre des études qu'il génère ont permis à l'Unité d'archéologie de construire un projet de socialisation, élaboré autour du concept du visible et de l'invisible. En prenant appui sur la topographie historique, des parcours et des outils pédagogiques, des installations et un projet architectural ont été conçus pour se repérer dans l'espace et le temps, tout en créant des situations inattendues qui incitent à en savoir plus.

Nicole Rodrigues, Directrice de l'Unité d'archéologie de la ville de Saint-Denis

L'ARCHEOLOGIE DE LA VILLE, METHODES, CONTRAINTES ET LIMITES DANS LA RECOMPOSITION DU PROCESSUS DE LA FABRIQUE URBAINE : LE CAS D'AIX-EN-PROVENCE

Dans un ouvrage récent, Pierre Garmy a bien souligné combien la ville, lieu d'accumulation sédimentaire, de stratification horizontale et verticale, de démolition et de reconstructions, ne pouvait être pleinement comprise dans son état présent, lui même provisoire, si l'on faisait l'économie des recherches portant sur sa genèse et son évolution. « La création contemporaine en matière d'urbanisme doit pouvoir passer par le respect documenté ou, au contraire, la transgression consciente et raisonnée de l'héritage urbain » (Pierre Garmy, Villes, réseaux et systèmes de villes. Contribution à l'archéologie » Ed. Errance, 2012).

Par sa spécificité qui l'amène à s'attacher à la consistance physique de l'espace urbain, à sa réalité matérielle, l'archéologie est une discipline-clé dans l'appréhension de la ville, objet en perpétuelle mutation. Et elle l'est d'autant plus qu'elle s'appuie sur un travail interdisciplinaire, qu'elle combine les méthodes et multiplie les focales.

A Aix-en-Provence, ville de création romaine, depuis plus de trente ans, c'est bien l'archéologie de la ville qui a été privilégiée, dans une optique globale incluant la cité actuelle, ce qui a permis une relation dialectique constructive avec élus, aménageurs et architectes. Ce choix s'est traduit par le maintien d'équipes pérennes, qui se sont d'abord constituées sur la base d'objectifs strictement scientifiques, liés notamment aux premiers grands travaux d'inventaire, puis dans le cadre plus administratif de la création d'un service municipal, devenu au fil du temps un centre de ressources documentaires, mais aussi un lieu d'expertise et de conseil. L'évolution même de ce dernier, aujourd'hui doté de compétences pluridisciplinaires, a notamment permis d'introduire une approche paléoenvironnementale qui a fait évoluer le regard porté sur la dynamique de la fabrique urbaine, et dont les résultats sont pris en compte dans certains projets d'aménagement.

Dans un contexte où prime l'archéologie préventive et en dépit des difficultés que ce primat fait peser aujourd'hui dans les modalités d'investigation de l'espace urbain, cette volonté de pratiquer une archéologie de la ville a aussi conduit à combiner autant que possible les volets préventif et programmé de l'archéologie, en lançant des programmes de recherche au long cours sur le domaine souterrain par exemple, en tirant opportunément profit des projets d'aménagement portés par la ville ou d'autres aménageurs pour susciter des recherches ciblées en vue de compléter des connaissances, ou pour faire émerger des projets à visée plus patrimoniale. S'appuyant, enfin, sur les compétences multiples présentes au sein de la collectivité et sur les liens tissés avec l'ensemble des acteurs du développement urbain, le service archéologie municipal s'active à développer des bases de données partagées et à conduire des actions transversales, concernant autant la gestion et la prise en compte de l'archéologie dans le domaine de la planification urbaine et dans les projets et travaux, que la valorisation du patrimoine archéologique.

Nuria Nin, Ville d'Aix-en-Provence